

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 14 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société des Carrières de La Menudelle

B.P. 80011
13310 ST MARTIN DE CRAU

Références : D-0521-2022
Code AIOT : 0006401327

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement Société des Carrières de La Menudelle implanté La Ménudelle BP 80011 13551 ST MARTIN DE CRAU. L'inspection a été annoncée le 15/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société des Carrières de La Menudelle
- La Ménudelle BP 80011 13551 ST MARTIN DE CRAU
- Code AIOT : 0006401327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société des Carrières de la Ménudelle, dont le siège social est situé 7 RUE AUGUSTE MAQUET 75016 PARIS , est autorisée à exploiter une carrière implantée au lieu-dit " la Ménudelle" sur la commune de Saint Martin de Crau (13 310). Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2004-83 C du 18 janvier 2005.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les réponses apportées aux constats relevés lors de la dernière inspection ;
- l'application de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes ;
- les registres de réception des déchets (action nationale).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	contrôle des casiers	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.3	Demande d'action corrective	Sans objet
6	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet
7	Dérogation aux valeurs limites	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 6	/	Sans objet
9	registre	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Sans objet
13	limitation des accès	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	contrôle déchets entrants	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande d'action corrective	Sans objet
3	déchets admissibles	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Demande d'action corrective	Sans objet
5	surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4	/	Sans objet
8	accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	/	Sans objet
10	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1 I	/	Sans objet
11	Traçabilité des terres excavées – RNDTS	Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-43-1 II	/	Sans objet
12	Traçabilité des terres excavées – bordereaux électroniques	Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 6 non-conformités au cours de cette visite. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, procédure d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>constats le 19/05/2020 :</u></p> <p>a) <u>écart n°1</u> : de façon générale la procédure PE10 « Mise en dépôt des déchets inertes » est rédigée et mise en œuvre selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2012. En conséquence la procédure d'acceptation des déchets inertes n'est pas entièrement conforme aux dispositions des arrêtés ministériels (AM), en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des déchets interdits n'est pas suffisamment précise par rapport à celle de l'AM du 12/12/2014 ; - la procédure d'acceptation préalable n'est pas prévue de façon systématique en particulier pour les producteurs apportant ponctuellement des déchets ; - la procédure ne prévoit pas de s'assurer d'un tri préalable des déchets, ni qu'ils ne proviennent pas d'un site contaminé pour les CED 17 05 04 et 20 02 02. <p>b) <u>observation n°3</u> : l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 30/01/2012 ne vise pas tous les paramètres de l'annexe II de l'AM de 2014, il manque les chlorures et sulfates. De plus, pour certains paramètres, les tolérances apportées par ce même AM (art 6) sont dépassées : facteur 1,5 pour les COT sur éluats / facteur 10 pour la fraction soluble / facteur 2 pour les HCT.</p> <p>L'inspection envisage une mise à jour de cette annexe. A cette fin il conviendrait d'analyser par rapport à l'historique des déchets reçus, les techniques de dépollution, etc... si les terres issues des procédés de dépollution peuvent respecter les valeurs limites de l'AM avec les tolérances prévues (art 6 et renvois en bas des tableaux de l'annexe 2).</p> <p><u>constat le 27/09/2022 :</u></p>

a) écart n°1 relevé le 19/05/2020 : par courriel du 9 juin 2020, l'exploitant a transmis sa procédure d'acceptation PE 10 modifiée. Concernant les constats effectués en 2020, l'inspection relève que :

- la liste des déchets interdits a été complétée dans la procédure PE 10, afin de prendre en compte les dispositions de l'AM du 12/12/2014 en la matière ;
- la procédure d'acceptation préalable est désormais prévue de façon systématique. L'inspection a vérifié, par sondage, l'application de cette procédure à des apports de déchets "non K3+" (vu certificat n°08/01/2022 du 01/08/2022) ;
- la procédure prévoit de s'assurer d'un tri préalable des déchets.

Toutefois, les points suivants demeurent non-conformes :

- la procédure ne prévoit pas que les déchets ne proviennent pas d'un site contaminé pour les CED 17 05 04 (Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse) et 20 02 02 (Terres et pierres) ;
- la procédure ne mentionne pas que « les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. ». Cependant, l'exploitant a indiqué réaliser des tests afin de contrôler l'absence de goudron à l'aide d'une bombe de type "pack marquer", bombe dont l'inspection a pu constater la présence.

Par ailleurs, la procédure PE 10 comporte une liste « non exhaustive » de déchets pouvant être réceptionnés, sans reprendre la liste « fermée » des catégories de déchets acceptables sans caractérisation mentionnée à l'annexe 1 de l'AM du 12/12/2014, ni les critères à respecter en cas de caractérisation des déchets mentionnés à l'annexe 2 de l'AM précité ; laissant ainsi la possibilité à l'exploitant de réceptionner des déchets ne répondant pas à ces critères.

b) observation n°3 : par courriel du 10 juin 2020, l'exploitant a transmis le document dénommé « OGD Doc Déballe Classe 3+ NF 09 06 2020 » en réponse à cette observation. Comme mentionné dans le rapport DREAL du 01/07/2020, ce document ne répond pas à la demande de l'inspection.

En effet, il était attendu un positionnement de l'exploitant par rapport aux critères d'admission fixés à l'annexe II de l'AM du 12 décembre 2014 et aux adaptations prévues à l'article 6 de l'arrêté précité. Le rapport DREAL du 01/07/2020 demandait à l'exploitant la transmission de ces éléments sous 3 mois.

A la date de rédaction de l'inspection, ces éléments n'avaient pas été communiqués par l'exploitant. Toutefois, par courriel du 10 octobre 2022, il a précisé que sur les 2 dernières années :

- 58% des terres dépolluées respectaient l'AM du 12/12/2014, dans la limite de 3 fois les seuils en lixiviation et selon les dérogations permises, sans dépassement de paramètres organiques ;
- 42% dépassent l'AM du 12/12/2014 en terme de FS/Sulfates (> 12 000 et > 3000 mg/kg) et/ou d'hydrocarbure (> 500 mg/kg), dans le respect de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2012.

Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, compléter la procédure PE 10 avec :

- l'interdiction de la réception de déchets provenant d'un site contaminé pour les CED 17 05 04 (Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse) et 20 02 02 (Terres et pierres) ;
- la mention que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante » ;
- une liste exhaustive des déchets pouvant être réceptionnés. Cette liste devra être compatible avec les dispositions de l'AM du 12/12/2014, en s'inscrivant dans le cadre fixé par l'annexe 1 (liste « fermée » des déchets acceptables sans caractérisation) et par l'annexe 2 (critères à respecter en cas de caractérisation des déchets) de cet AM ; interdisant ainsi la possibilité à l'exploitant de réceptionner des déchets ne répondant pas à ces critères.

Par ailleurs, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe, modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté du 30 janvier 2012 relatif à la réception de déchets inertes sur la carrière SCLM, va être proposé à monsieur le Préfet afin de mettre en conformité les dispositions de l'arrêté de 2012 avec celles de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : contrôle déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : constat le 19/05/2020 : Compte tenu de la position de l'agent de bascule par rapport à la hauteur du chargement, le contrôle visuel peut être amélioré. constat le 27/09/2022 : par courriel du 9 juin 2020, l'exploitant a indiqué qu'il allait acheter et mettre en place, sous un mois, un équipement permettant de visualiser depuis le poste de l'agent de bascule la qualité des matériaux entrants dans la benne du transporteur. La présence de ces caméras a pu être constatée le 27 septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; [...]
Constats : constat le 19/05/2020 : La liste des déchets admissibles par l'arrêté préfectoral du 30/01/2012 autorise les matériaux de construction contenant de l'amiante (170605*). Ce type de déchets n'est pas autorisé par l'AM du 12/12/2014 et il s'agit probablement d'une erreur dans l'arrêté préfectoral. A l'occasion d'un prochain AP, cette erreur sera modifiée, dans l'attente aucun déchet de cette nature ne peut être réceptionné et utilisé en remblai de la carrière. constat le 27/09/2022 : par courriel du 9 juin 2020, l'exploitant a indiqué qu'aucun déchet avec présence d'amiante n'est autorisé à entrer sur le site. Lors de l'inspection du 27 septembre 2022, l'exploitant a confirmé que ces déchets n'étaient pas reçus sur la carrière. La procédure PE 10 interdit explicitement leur réception.
Observations : le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe, modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté du 30 janvier 2012 relatif à la réception de déchets inertes sur la carrière SCLM, va être proposé à monsieur le Préfet afin de mettre en conformité les dispositions de l'arrêté de 2012 avec celles de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : contrôle des casiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des casiers

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

[...] une couche de matériaux de type fines argileuses provenant de l'installation de traitement de matériaux extraits de la carrière, d'une épaisseur d'un mètre, est mise en place sur le fond et les flancs du casier à remblayer afin d'assurer une barrière de sécurité de perméabilité $K = 10^{-8}$ m/s. Au niveau des flancs, cette couche ne pourra être réduite à 50 cm.

Une fois mise en place dans chacun des casiers, l'épaisseur et la perméabilité de cette couche de matériaux sont vérifiées par un organisme compétent, choisi après accord de l'inspection des installations classées, avant mise en dépôt des terres issues d'un processus de décontamination. Le résultat de ce contrôle est transmis à l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

constat le 19/09/2020 : Les rapports de contrôle de l'épaisseur et de la perméabilité des fonds de casiers doivent être transmis à l'Inspection.

par courriel du 9 juin 2020, l'exploitant s'est engagé à transférer les éléments via la messagerie. Le rapport DREAL du 01/07/2020 demandait à l'exploitant la transmission de ces éléments sous 1 mois.

constat le 27/09/2022 : l'exploitant a présenté le PV d'essai établi par le CEREMA le 23/07/2020 qui mentionne une perméabilité de $2,4 \cdot 10^{-9}$ m/s pour les boues utilisées sur le casier 6 en cours d'exploitation, ainsi qu'un plan présentant la perméabilité mesurée sur les casiers précédents (plan indice 0 du 27/01/2022 – échelle 1/3000). Ce plan présente également les zones où ont été réalisés les prélèvements pour les essais de perméabilité : les échantillons ont été prélevés sur la zone de séchage des boues et non une fois les boues mises en place sur les casiers, comme prescrit par l'article 3.3 de l'arrêté du 30/01/2012.

Concernant le contrôle d'épaisseur, l'exploitant indique qu'il est fait par le géomètre dans le cadre du relevé topographique annuel de la carrière ; toutefois :

- le géomètre n'établit pas de PV spécifique se prononçant sur le respect des épaisseurs d'argile requises, seules quelques côtes NGF sont reportées sur le plan ;
- le relevé effectué le 7 janvier 2022 montre des épaisseurs non-conformes (le plan du 17 janvier 2022 mentionne des épaisseurs de l'ordre de 60cm).

Enfin, l'inspection a constaté le 27 septembre 2022 que les digues périphériques des casiers n'étaient pas constituées sur tous les côtés, ne permettant pas ainsi de retenir l'ensemble des eaux de ruissellement percolant à travers les déchets, tel que prévu à l'article 3.3 de l'arrêté du 30 janvier 2012 et page 39 du dossier du 28 novembre 2011 qui prévoit que "*les limites de la zone de stockage de terres recyclées seront marquées par une digue périphérique permettant de circonscrire les eaux de percolation à travers les terres dans la zone étanche*".

Observations : L'exploitant doit :

- sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport, proposer à l'inspection un organisme compétent pour le contrôle des épaisseurs d'argile des casiers et de leur perméabilité ;
- sous 1 mois après l'accord de l'inspection sur l'organisme proposé, transmettre les résultats du contrôle des épaisseurs d'argile et de leur perméabilité sur les zones en attente de remblaiement.

Par ailleurs, ces défauts de réalisation et de suivi de la réalisation des casiers étant susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, l'inspection propose à monsieur le Préfet d'édicter des prescriptions complémentaires à travers le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe, modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté du 30 janvier

2012 relatif à la réception de déchets inertes sur la carrière SCLM, afin de renforcer le suivi des eaux souterraines à proximité du site pour s'assurer de l'absence d'impact sur la nappe.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2012, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des forages implantés en limite d'autorisation, l'un en amont hydraulique, deux autres en aval permettent de procéder à des prélèvements et à des mesures de niveau piézométrique en continu afin de suivre les variations de niveau de la nappe phréatique. L'implantation de ces piézomètres sera définie en liaison avec l'inspection des installations classées et le service chargé de la police de l'eau, en fonction de l'étude hydrogéologique réalisée pour tenir compte du sens de circulation de la nappe phréatique dans le secteur concerné .</p> <p>L'implantation des piézomètres de surveillance situés à l'aval hydraulique de zones remblayées pourra être revue en fonction de l'évolution du plan d'exploitation de la carrière.</p> <p>A. Qualité: Au cours des deux premières années suivant la notification de cet arrêté, il est procédé à des analyses physico-chimiques sur des prélèvements effectués à fréquence trimestrielle dans chacun des trois puits (pH, turbidité, conductivité et hydrocarbures totaux). Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées avec le rapport prévu au point 3.6 ci-dessous. Cette fréquence pourra être revue ensuite en fonction des résultats obtenus au cours de ces deux premières années. Elle devra rester fondée sur les possibilités d'intervention entre deux prélèvements d'échantillons au cas où l'analyse révélerait un changement significatif de la qualité de l'eau.</p> <p>B. Niveau: Le niveau des eaux souterraines est mesuré tous les mois sur les trois piézomètres. Les résultats des mesures en continu sont consignés et transmis à l'inspection des installations classées avec le rapport prévu au point 4.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-83 C du 18 janvier 2005.</p> <p>Constats : Le site est actuellement équipé de trois piézomètres, dont les niveaux sont relevés mensuellement. Les hauteurs piézométriques confirment le sens d'écoulement de la nappe du nord vers le sud. Les paramètres réglementés par l'arrêté de la carrière (pH, turbidité, conductivité et hydrocarbures totaux) sont contrôlés trimestriellement par un organisme externe.</p> <p>Toutefois, l'inspection relève que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des paramètres suivis est très restreinte par rapport aux polluants potentiellement présents dans les déchets réceptionnés pour le remblaiement de la carrière ; - l'étude hydrogéologique de 2011 n'apporte pas de justifications quant aux valeurs prises pour définir le terme source utilisé pour la modélisation de la migration de la pollution dans les eaux souterraines, au regard des seuils fixés dans l'arrêté complémentaire du 30/01/2012, notamment pour les polluants organiques (cf. Chapitre 3 "évolution de la pollution dans l'aquifère et impact au niveau des cibles retenues"). <p>Observations : L'exploitant doit, sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport, apporter des justifications sur le caractère enveloppe du terme source pris en compte dans l'étude hydrogéologique de 2011, afin de modéliser la migration de la pollution dans les eaux souterraines, au regard des seuils fixés dans l'arrêté complémentaire du 30/01/2012.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection propose à monsieur le Préfet de compléter la liste des paramètres suivis dans les eaux souterraines, au regard des polluants potentiellement présents dans les déchets réceptionnés pour le remblaiement de la carrière. Un projet d'arrêté préfectoral à cet effet est joint en annexe au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats : l'exploitant a transmis le CAP « DE 89 » n°08/01/2022+ du 08/08/2022 : ce document comprend les informations requises par l'article 5 de l'AM de 2014, à l'exception : <ul style="list-style-type: none">• du N° SIRET du producteur• du N° SIRET du transporteur
Observations : l'exploitant doit, sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, compléter sa trame de CAP « DE 89 » en y ajoutant les numéros SIRET du producteur de déchets et du transporteur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dérogation aux valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Dérogation aux valeurs limites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Concernant les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760, après justification particulière et sur la base d'une étude visant à caractériser le comportement d'une quantité précise d'un déchet dans une installation de stockage donnée et son impact potentiel sur l'environnement et la santé, les valeurs limites à respecter par les déchets visés par l'annexe II peuvent être adaptées par arrêté préfectoral. Cette adaptation pourra notamment être utilisée pour permettre le stockage de déchets dont la composition correspond au fond géochimique local. En tout état de cause, les valeurs limites sur la lixiviation retenues dans l'arrêté ne peuvent pas dépasser d'un facteur 3 les valeurs limites mentionnées en annexe II. Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur du carbone organique total sur l'éluat. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au carbone organique total peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2.
Constats : les tolérances apportées par l'article 6 de l'AM de 2014 sont dépassées : <ul style="list-style-type: none">• pour les valeurs limites sur la lixiviation, d'un facteur 1,5 pour les COT sur éluats et d'un facteur 10

pour la fraction soluble (et non mention des seuils applicables aux sulfates et chlorures) ; • pour le contenu total, d'un facteur 2 pour les HCT.
Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, compléter la procédure PE 10 en reprenant les seuils maximaux fixés à l'annexe 2 de l'AM de 2014. Par ailleurs, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe, modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté du 30 janvier 2012 relatif à la réception de déchets inertes sur la carrière SCLM, va être proposé à monsieur le Préfet afin de mettre en conformité les dispositions de l'arrêté de 2012 avec celles de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : accusé d'acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, accusé d'acceptation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets
Constats : L'exploitant fait le suivi des tonnages rattachés au CAP via un fichier excel. Il délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets à chaque livraison de déchets, mentionnant : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : registre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant tient un registre informatique. L'inspection relève que : - le contrôle visuel est effectué mais non tracé dans le registre ; - l'exploitant indique que peu de refus sont effectués. Ces derniers sont tracés via l'annulation du bon correspondant dans le logiciel ; - le lien entre le CAP pour un lot de déchets et les chargements correspondants est fait via un suivi excel, mais le numéro de CAP n'est pas explicitement repris dans tableau excel.
Observations : L'exploitant doit, sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport, modifier son registre informatique, afin que : - le contrôle visuel et le motif des refus soient explicitement tracés ; - le lien entre le numéro de CAP pour un lot de déchets et les chargements correspondants apparaisse de manière explicite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1 I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité tenue d'un registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre chronologique des déchets réceptionnés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Traçabilité des terres excavées – RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-43-1 II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité déclaration au RNDTS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.
Constats : L'exploitant dispose actuellement d'un registre informatique, mais celui-ci n'est pas encore raccordé au RNDTS (développement en cours par la société prestataire, en vue d'un déploiement en 2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Traçabilité des terres excavées – bordereaux électroniques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Constats : non concerné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : limitation des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, limitation des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.[...]
Constats : L'inspection a constaté que les abords du bassin de décantation étaient délimités par un merlon. Toutefois, aucun panneau signalant le risque d'enlèvement n'était présent.
Observations : L'exploitant doit, sous 1 semaine à compter de la réception du présent rapport, mettre en place des panneaux signalant le risque d'enlèvement autour du bassin de décantation des boues.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet